

nistère que dans la mesure où elles pourraient toucher le budget. Elles s'ajoutent aux remarques que m'ont faites un grand nombre de personnes et d'organismes au sujet du budget lui-même et, comme d'habitude, j'ai promis de les étudier de façon très soignée.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): Puis-je poser une question supplémentaire au ministre de l'Industrie? Est-il exact, selon le compte rendu d'un journal de ce matin, que 90 p. 100 des usines canadiennes d'em-boutissage se font enlever leur clientèle par les trois grands de l'industrie de l'automobile et que nos sociétés canadiennes y perdront des millions de dollars d'affaires? Si oui, quelle disposition le ministère de l'Industrie entend-il prendre puisque, dans une large mesure, c'est lui qui doit établir et soumettre au Parlement l'Accord canado-américain sur l'industrie de l'automobile?

L'hon. C. M. Drury (ministre de l'Industrie): Monsieur l'Orateur, la Chambre n'ignore pas qu'on pourra bien mieux discuter cette question lors de l'étude d'un projet de résolution inscrit au *Feuilleton*, plutôt qu'à l'appel de l'ordre du jour. Pour répondre à la question particulière de l'honorable représentant, je dirai que, selon moi, la nouvelle et les chiffres qu'il a fournis sont exagérés.

M. Douglas: J'aurais une autre question à poser au ministre. Son ministère prend-il des mesures afin de s'assurer, et d'en assurer le pays, que les commandes de pièces embouties placées au Canada ne seront pas fortement réduites?

L'hon. M. Drury: Monsieur l'Orateur, je puis fournir cette assurance à l'honorable député. Le ministère de l'Industrie tient plus que quiconque à ce que la très grande expansion qui se produit dans les secteurs canadiens de la fabrication de l'automobile s'accomplisse avec le minimum de désorganisation et de difficultés, et tous nos efforts quotidiens sont dirigés en ce sens.

Un processus d'évolution ou d'expansion suscitera inévitablement certaines difficultés, mais nous entendons bien les restreindre au minimum.

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire au ministre de l'Industrie? S'engagera-t-il à saisir la Chambre le plus tôt possible de l'accord canado-américain sur l'automobile et consentira-t-il à le déferer à un comité, soit le comité de la banque et du commerce par exemple, afin de permettre aux honorables députés d'obtenir tous les renseignements voulus ou disponibles sur la question?

[L'hon. M. Sharp.]

L'hon. M. Drury: Monsieur l'Orateur, j'espère que la Chambre en sera saisie le plus tôt possible.

[Plus tard]

M. H. A. Olson (Medicine-Hat): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au ministre des Finances une question supplémentaire découlant de la nouvelle selon laquelle le président Johnson aurait demandé au Congrès d'annuler la réduction proposée des droits d'importation sur les automobiles et les pièces d'automobiles. Cette initiative aurait-elle une répercussion quelconque sur l'accord canado-américain dont nous avons entendu tellement parler dernièrement?

L'hon. M. Sharp: Je voudrais tenir cette question pour préavis, monsieur l'Orateur.

[Français]

LES TRAVAUX D'HIVER

QUÉBEC—RETARD APPORTÉ AU VERSEMENT DES SOMMES DUES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gilles Grégoire (Lapointe): Monsieur l'Orateur, je désire poser ma question à l'honorable ministre des Finances.

Peut-il nous dire s'il a terminé son enquête sur les délais apportés au paiement, par le gouvernement fédéral, des sommes dues en vertu du programme des travaux d'hiver pour l'année 1964-1965, et peut-il nous dire également si son ministère s'efforce de verser ces sommes aux provinces et aux municipalités dans le plus bref délai possible?

[Traduction]

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, les enquêtes que j'ai instituées à la suite de la question de privilège soulevée par l'honorable député ne sont pas terminées.

[Français]

M. Grégoire: Je désire poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre peut-il nous dire quand cette enquête sera terminée et quand il fera rapport à la Chambre?

[Traduction]

L'hon. M. Sharp: Aussitôt que possible, monsieur l'Orateur.

LE NORD CANADIEN

LES TERRITOIRES DU NORD-OUEST—LE TAUX D'INTÉRÊT SUR LES PRÊTS DE LA S.C.H.L.

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. N. Thompson (Red-Deer): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au